

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 01/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MANITOU BF

430 rue de l'Aubinière
BP 10249
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : N5-2023-0568
Code AIOT : 0006300886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement MANITOU BF implanté 430 rue de l'Aubinière BP 10249 44150 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANITOU BF
- 430 rue de l'Aubinière BP 10249 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300886
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MANITOU exploite, sur le site d'Ancenis, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur l'activité du site
- Suivi des impacts sur l'environnement
- Suivi des équipements de sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture liquide	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1	/	Sans objet
8	Rejets atmosphériques - Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 40	/	Sans objet
9	Rejets des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4-3-9	/	Sans objet
10	Rejets des eaux industrielles - Application de l'AM du 24-08-2017	Arrêté Ministériel du 24/08/2017	/	Sans objet
11	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 4-3-12 et 10-2-3	/	Sans objet
12	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 10-2-4	/	Sans objet
16	Suivi des équipements - Installations électriques - Bâtiments P et S	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8-3-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1	/	Sans objet
5	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture poudre	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6-5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rejets atmosphériques des autres installations	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1	/	Sans objet
7	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 3-2-5	/	Sans objet
13	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 2-1-1 et 4-1-1	/	Sans objet
14	Suivi des équipements - Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4-1-3	/	Sans objet
15	Suivi des équipements de sécurité - Bâtiments P et S	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8-5-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

En particulier, l'exploitant doit, dans les plus brefs délais, faire réaliser l'inspection périodique de l'équipement sous pression n°101-219039 (réservoir d'air de 3000 litres du bâtiment H) en application de l'article 15 de l'AM du 20-11-2017.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Constats : Par courrier du 21-09-2021, le tableau de classement ICPE de l'établissement a été mis à jour.
Observations : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les opérations de traitement de surfaces réalisées sur le site sont uniquement des opérations de nettoyage-dégraissage des pièces préalablement à l'application de peinture. L'exploitant confirmera le classement de ces installations dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (sous la rubrique n°2563 ou n°2565).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Suivi des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : (...) Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans (...).
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'échéance associée à l'inspection périodique de l'équipement sous pression n°101-219039 (réservoir d'air de 3000 litres du bâtiment H) était dépassée. L'inspection périodique aurait dû être réalisée en 2022. L'exploitant a précisé que l'inspection périodique n'a pas pu être réalisée dans les délais réglementaires car une fuite a été constatée sur une des vannes de l'équipement ; le remplacement de la vanne n'a pu être réalisé qu'en mai 2023. L'exploitant doit, dans les plus brefs délais, faire réaliser l'inspection périodique de l'équipement sous pression n°101-219039 (réservoir d'air de 3000 litres du bâtiment H) en application de l'article 15 de l'AM du 20-11-2017. Un écart similaire ayant déjà été mis en évidence lors de la précédente inspection, l'exploitant doit revoir son organisation pour que les échéances réglementaires des inspections périodiques et requalifications périodiques des équipements sous pression soient systématiquement respectées. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-3 : Valeurs limites d'émission Article 10-2-1: Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces réalisé en novembre 2022. Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture liquide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-3 : Valeurs limites d'émission Article 10-2-1 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture liquide réalisé en novembre 2022. Les mesures réalisées mettent en évidence des dépassements des rejets en COVNM au niveau des points de rejet suivants : - Bâtiment P - Broierie - [COVNM] = 106 mg/Nm ³ / Flux = 0,08 kg/h / VLE = 75 mg/Nm ³ ; - Bâtiment S - Sas 1G - [COVNM] = 72,6 mg/Nm ³ / Flux = 0,03 kg/h / VLE = 50 mg/Nm ³ ; - Bâtiment S - Etuve 1H - [COVNM] = 107 mg/Nm ³ / Flux = 0,007 kg/h / VLE = 50 mg/Nm ³ . L'exploitant a précisé qu'une expertise du système de ventilation de la broierie du bâtiment P est programmée car les actions menées jusqu'à présent (réduction des quantités de peinture stockées ; modalités de stockage) n'ont pas abouti à la remise en conformité des installations. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les installations du bâtiment S doivent être remplacées à terme par des installations d'application de peinture poudre (projet en cours) et que des essais avec des peintures à haut extrait sec étaient en cours (qualification réalisée pour une couleur et en cours pour 2 autres couleurs). L'exploitant doit poursuivre les actions de mise en conformité des installations concernées avec la valeur limite d'émission en COVNM fixée à l'article 3.2.3 de l'AP du 09-10-2015.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture poudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 6-5 : Valeurs limites d'émission
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture poudre réalisé en novembre 2022. Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées. Observations : Afin de s'assurer du réglage des brûleurs associés à la ligne d'application de peinture, l'exploitant contrôlera la concentration en monoxyde de carbone et en oxydes d'azote au niveau des rejets associés lors du prochain contrôle. Par ailleurs, compte-tenu du retour d'expérience effectué sur d'autres sites, une mesure des COV au niveau des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture poudre devra également être réalisée afin d'en valider l'absence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Rejets atmosphériques des autres installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 10-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-3 : Valeurs limites d'émission Article 10-2-1: Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de grenaillage et des installations de soudage réalisé en novembre 2022. Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées. Pour les installations de soudage, l'exploitant a mis en place un plan de surveillance par sondage ; il a été constaté que les installations contrôlées en 2022 sont différentes de celles contrôlées en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 3-2-3 et 3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-3 : Le flux annuel des émissions de COV du site est strictement limité à 72 tonnes (...). Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée (...). Article 3-2-5 : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant, notamment, les entrées et sorties de solvants des installations concernées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants de l'établissement pour l'année 2022. La consommation de solvants est estimée à 104,5 tonnes ; les émissions totales sont évaluées à 53,3 tonnes ; les émissions diffuses représentent 11,9 tonnes soit 11,4 % de la quantité de solvants utilisée. Le plan présenté n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Rejets atmosphériques - Rapports de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 07-07-2009 susvisé [abrogé et remplacé par l'avis du 22-02-2022].
Constats : Lors de la visite, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'établissement ont été présentés. Les méthodes de mesure mises en œuvre lors des contrôles sont référencées dans l'avis du 22-02-2022. Dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des bâtiments S et P réalisé en novembre 2022, aucune norme n'est référencée pour la mesure du paramètre HF alors que l'avis du 22-02-2022 fait référence à la norme NF CEN/TS 17340 (septembre 2020). L'exploitant précisera les raisons pour lesquelles la norme de référence pour la mesure du HF dans l'air n'a pas été mise en œuvre lors des derniers contrôles des rejets atmosphériques ; il s'assurera de sa mise en œuvre effective lors des prochains contrôles. Par ailleurs, pour certaines mesures, il est précisé que les conditions de fonctionnement des installations n'ont pas permis de respecter les dispositions de mesure précisées dans l'arrêté ministériel du 11-03-2010. L'exploitant doit veiller à ce que les modalités de contrôle, en particulier, les durées minimales de prélèvement, soient respectées lors des prochains contrôles. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Rejets des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4-3-9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Modalités de gestion et de rejets des eaux industrielles
<p>Constats : Les eaux industrielles sont rejetées après pré-traitement dans le réseau collectif de collecte des eaux usées. Cependant, l'exploitant n'a pas pu préciser si les eaux rejoignent toujours au préalable la station de traitement de la laiterie voisine (suite aux travaux réalisés sur ce site).</p> <p>L'exploitant doit confirmer ce point.</p> <p>Par ailleurs, les résultats des mesures d'autosurveillance transmis via l'application GIDAF mettent en évidence des dépassements en 2022 / 2023.</p> <p>Le fonctionnement et le suivi de la station de pré-traitement sont sous-traitées à une entreprise spécialisée dans le domaine.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une vision claire des analyses réalisées et des actions menées lorsqu'un dépassement est constaté.</p> <p>Pour chaque dépassement, l'exploitant doit analyser la situation, déterminer la cause du dépassement, définir et mettre en place les actions correctives pour éviter son renouvellement. L'exploitant précisera les dispositions prises en ce sens.</p> <p>Les dépassements concernent essentiellement la DCO et les matières en suspension ainsi que le volume d'eau rejetée par jour.</p> <p>Depuis décembre 2022, il est également constaté des dépassements en fer.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des actions correctives en vue de mettre en conformité les rejets d'eaux industrielles avec les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 de l'AP du 09-10-2015. En particulier, il précisera les dispositions prises pour les dépassements en fer.</p> <p>Aucune déclaration n'a été faite via l'application GIDAF depuis février 2023. Par ailleurs, il est constaté que les déclarations précédentes sont faites très tardivement.</p> <p>L'exploitant doit déclarer les résultats des mesures d'autosurveillance des eaux industrielles rejetées mensuellement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Rejets des eaux industrielles - Application de l'AM du 24-08-2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.
Constats : L'AM du 24-08-2017 a modifié, dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE. Le programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement mis à jour au vu des modifications apportées par l'AM du 24-08-2017 a été transmis le 27-07-2022. Ce programme a fait l'objet d'observations de la part de l'inspection des installations classées par message électronique du 14-10-2022. Depuis aucun élément complémentaire n'a été transmis. L'exploitant doit transmettre, dans les meilleurs délais, son programme de surveillance de ses rejets aqueux prenant en compte les observations émises par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 4-3-12 et 10-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Article 4-3-12 : Valeurs limites d'émission Article 10-2-3 : Modalités de surveillance des rejets d'eaux pluviales (fréquence a minima annuelle)
Constats : Les mesures réalisées en octobre 2022 mettent en évidence des dépassements en DCO et en matières en suspension au niveau de plusieurs points de rejet d'eaux pluviales de l'établissement (centre formation ; parking ouest ; entrée ouest). L'exploitant a précisé que la mise en conformité des rejets sera réalisée lors de la construction de 3 nouveaux bâtiments au niveau de cette zone. Le permis de construire devrait être déposé dans les prochaines semaines. L'exploitant précisera les dispositions retenues pour gérer les eaux pluviales de cette zone. Par ailleurs, un dépassement en HCT est constaté sur le rejet d'eaux pluviales "Déversoir orage nord". Lors de la visite, il a été constaté que le prélèvement a été réalisé le jour suivant le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant doit s'assurer que les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 10-2-4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisé en octobre 2022. La surveillance repose sur 5 piézomètres. Dans le rapport de contrôle, figure le niveau piézométrique relevé au niveau de chaque piézomètre. Cependant, aucune information sur le sens d'écoulement des eaux souterraines le jour du contrôle n'y est précisée. L'exploitant précisera, à partir des niveaux piézométriques relevés, le sens d'écoulement des eaux souterraines constatés lors des contrôles. Un nivellement des ouvrages sera réalisé si nécessaire. Ce point a déjà fait l'objet d'une observation lors de la précédente inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, articles 2-1-1 et 4-1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Article 2-1-1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter le prélèvement et la consommation d'eau (...). Article 4-1-1 : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public AEP - 23 000 m3 par an.
Constats : L'exploitant a précisé relever périodiquement les compteurs d'eau du site et être vigilant pour maîtriser cette consommation. Celle-ci était de l'ordre de 15 100 m3 en 2022. Outres les usages sanitaires, les principales consommations sont associées au fonctionnement des cabines de peinture, aux lavages des chariots et aux nettoyages des installations lors des arrêts techniques. L'exploitant a précisé avoir mené plusieurs actions pour réduire sa consommation, en particulier, sur le recyclage des eaux au niveau des cabines de peintures et des installations de lavage. Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de limiter sa consommation d'eau, en particulier en période de sécheresse (telle que connue en 2019 et en 2022) ; en effet, l'arrêté cadre sécheresse prescrit actuellement une auto-limitation des consommations au niveau "Alerte" et un objectif de 30% de réduction du volume journalier habituellement consommé au niveau "Alerte renforcée". Cet arrêté devrait être modifié prochainement.
Observations : L'exploitant est invité à documenter les actions mises en place ces dernières années pour limiter la consommation d'eau, en précisant, en particulier, les gains réalisés. Il analysera la possibilité de réaliser les nettoyages des installations pendant des arrêts techniques hors des périodes de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Suivi des équipements - Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4-1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : La consommation spécifique d'eau doit être la plus faible possible et, en tout état de cause, inférieure à 8 litres par mètre carré de surface traitée par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats des calculs de la consommation spécifique pour l'année 2022 ; celle-ci s'élèverait à 0,6 l/m ² /fonction de rinçage (< 8 l/m ² /fonction de rinçage, valeur fixée réglementairement). L'exploitant a précisé qu'une analyse complémentaire doit être réalisée car la consommation spécifique calculée est très inférieure à celles calculées les années précédentes.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le calcul révisé de la consommation spécifique pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15 : Suivi des équipements de sécurité - Bâtiments P et S

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8-5-3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) (...).
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des équipements suivants pour les bâtiments P et S de l'établissement : - Rapport de vérification des extincteurs réalisée en février 2023 ; - Rapport de vérification des RIA réalisée en avril 2023 ; - Rapport de vérification des DEFNC réalisée en août 2022 ; - Rapport de vérification du système de détection d'incendie réalisée en octobre 2022. Ces rapports n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant justifiera que la broierie du bâtiment P n'est pas classée en local à risque, en application de l'article 4-1 de l'AM du 12-05-2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°16 : Suivi des équipements - Installations électriques - Bâtiments P et S

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente (...).
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques établi pour l'année 2022 pour les bâtiments P et S ainsi que les attestations Q18 correspondantes. Les documents concernant le bâtiment P n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Pour le bâtiment S, 3 observations ont été émises ; 2 ont été soldées. La 3ème est en cours de traitement. Cette observation est reprise dans l'attestation Q18 qui précise que "l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion". L'exploitant précisera les dispositions prises pour prendre en compte l'observation émise dans le rapport de vérification des installations électriques du bâtiment S non soldée le jour de la visite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet